

DEBAT

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Well, I am going to say a few words in English, and then switch back to French, the reason being that I have in my hands Christophe's speech. This speech is written in English, but in fact, there are two reasons why I have the speech, the first one is that he will speak French as I said, the second one is that, as always, what he is going to say will have nothing to do with his written and prepared text. So I read just the title of the speech which is actually very exciting, and which is "Establishing an operating business in a conflict zone". C'est tout de même un sujet très excitant. Alors Christophe, j'ai donc le grand plaisir de te passer la parole, je vais quand même laisser le discours ici. Voilà. Je te cède le pupitre.

Christophe de Margerie, PDG de Total

Mon sujet d'intervention ce soir porte sur le travail d'une société comme Total en zone de conflit. C'est un sujet important : comment gérer une entreprise comme Total, une entreprise industrielle, avec des enjeux lourds en matière d'investissements et une forte problématique d'acceptabilité, alors qu'elle doit apporter de l'énergie au plus grand nombre ? Et souvent en travaillant dans des pays qui ne sont pas toujours faciles. J'aurais traduit ce qu'a dit Thierry de Montbrial de la manière suivante : « Comment arriver à travailler dans un univers difficile, souvent intolérant ». Et peut être aussi, pourquoi ? Pourquoi : car c'est là où cela se passe et c'est donc là que nous devons être. Est-ce que l'expérience de sociétés comme Total peut apporter quelque chose ? La réponse est oui.

Je parle ici de Total – ce que je répugne à faire, tous ceux qui me connaissent le savent, surtout dans le Groupe – parce que nous sommes légitimes à évoquer ce sujet. Nous sommes présents dans 130 pays dans le monde, dont certains depuis plusieurs décennies dans l'exploration et la production. Ces pays ne sont pas tous démocratiques. Ces pays ne sont pas si simples, surtout en termes de sécurité et de sûreté. Et en même temps, c'est là où cela se passe.

On nous fait parfois comprendre que ce n'est pas bien que nous soyons présents dans certains pays. Or, on ne fait pas le même reproche aux touristes ou aux hommes politiques qui se rendent dans ces zones. Alors, je ne comprends pas pourquoi les compagnies pétrolières ne pourraient pas le faire. Je ne vois pas pourquoi nous, on ne pourrait pas faire ce que d'autres font. Alors que nous y sommes pour apporter de l'énergie à nos clients, aux consommateurs, qu'ils soient français ou non. D'ailleurs, permettez-moi un aparté – si je n'avais ce soir qu'un seul message à passer, ce serait celui-ci : cessons les contradictions, au moins dans la même phrase. Messieurs les responsables, où que vous soyez, restez cohérents. On ne peut pas à la fois demander d'apporter de l'énergie, de faire de la croissance, d'investir et punir ceux qui reçoivent de l'argent de ces investissements. De même, on continue à dire qu'il faut supprimer le carbone, tout en demandant davantage d'énergie qui ne peut avoir qu'une origine fossile dans sa grande majorité.

Alors après cette digression, si nous revenons au sujet de mon intervention : comment travailler dans des pays à risques, en grandes difficultés ? Comment faire qu'une société responsable comme Total qui est amenée à fournir du pétrole et du gaz et maintenant des énergies renouvelables, puisse travailler dans ces pays ? Peut-être même en y perdant de l'argent, ce qui prouve que la responsabilité n'est pas simplement liée à la sécurité et à la difficulté de travailler dans ces pays. Mais d'accepter de perdre de l'argent, non pas parce que c'est bien, mais parce que ça arrive. C'est aussi notre métier.

Total a traversé récemment des crises dans des pays comme la Libye, la Syrie ou la Côte d'Ivoire. Des situations de crise qui durent depuis trop longtemps et qui continuent, comme l'Irak et le Soudan. Dans des zones où il est parfois difficile de comprendre les messages – parfois contradictoires – des diplomates, comme au Soudan. Que faites-vous, amis diplomates, quand vous voulez aider le Sud du Soudan et ne pas aider le Nord, alors que ce n'est qu'un seul pays, où est la vérité ? Quel rôle veut-on faire jouer aux entreprises ?

Il faut que les patrons, comme celui de Total et d'autres, aient le courage d'expliquer que l'on sait que le rôle d'un politique n'est pas facile. Mais le nôtre non plus. Il faut essayer de se mettre à la place l'un de l'autre. Des crises, il y en a eu d'autres comme en Irak, crise difficile et qui continue. Il y a aussi l'Iran... Il y a également de nombreux pays dans lesquels existent des problèmes de sûreté, de sécurité ; des problèmes pour nos employés, qu'ils soient – et j'insiste – français, européens, ou de toute autre nationalité. Le personnel de Total est de tous les pays où nous sommes. Tous les employés de Total font partie de la compagnie. Cela c'est vraiment important, car c'est le vrai signe que l'on est dans le même monde.

Je vais arrêter de faire la liste des pays dans lesquels nous avons des ennuis, ils sont plus nombreux que ceux où nous n'en avons pas. Qu'est-ce que cette énumération signifie ? Que cela peut arriver partout, mais qu'en même temps, que cela peut changer. Que l'on peut traverser des crises comme les embargos, comme en Birmanie et que nous avons quand même réussi à faire bouger les choses.

Il est vrai que Total est présent dans beaucoup de pays, que ce n'est pas facile. Officiellement, je dis toujours que Total ne fait pas de politique. Total ne fait pas de politique, mais est complètement concerné par les questions politiques, parce que dès qu'il y a du pétrole, dès qu'il y a du gaz, dès qu'il y a des revenus, dès qu'il y a de l'argent, il y a des problèmes. Mais la « malédiction du pétrole » n'existe pas. Ce n'est pas la malédiction du pétrole, c'est la malédiction de l'argent quand il est mal géré. Le pétrole, c'est de l'énergie, c'est utile et nécessaire et ce n'est certainement pas une malédiction. Et il ne faut pas mélanger l'argent du pétrole avec l'utilité du pétrole.

Dernier message : c'est vrai que c'est difficile, pour une société comme la nôtre, d'avoir 110 000 personnes dans des pays certes sympathiques, mais compliqués. Nous devons donner la priorité à la protection des hommes et des femmes, des femmes et des hommes, et à nos installations. De temps en temps, comme au Yémen aujourd'hui, on se pose la question de savoir si l'on peut continuer à appliquer notre code d'éthique, notre code de conduite qui dit : si on ne peut pas assurer la sécurité, on doit partir. Et si quelqu'un pense vraiment que Total fait une politique uniquement basée sur l'actionnaire, les dividendes, il se trompe gravement. Qu'il pense à toutes nos équipes dans le monde, de toutes les religions, de toutes les nationalités, qui se battent pour que vous ayez, comme aujourd'hui, de la lumière.

Ce soir, j'avais envie de leur dire : merci. Il n'y a pas que ceux de Total, il y en a beaucoup d'autres. Merci de faire quand même ce que vous pouvez, et nous les responsables, d'essayer de faire que ce soit acceptable. De faire en sorte que ce soit plus propre, que ce soit moins générateur de gaz à effet de serre, que ce soit moins difficile à accepter. Et pour faire un lien avec des propos que j'avais tenus à Marrakech : « Vive la vraie démocratie, celle qui respecte les personnes, la cohérence et pas uniquement le politiquement correct ». Merci.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Mesdames et messieurs, je vous propose que l'on serve peut-être le plat principal. Parce que je pense que certaines personnes ici souhaitent être nourries. Je ne sais pas à qui je m'adresse, mais je suggère que l'on serve le plat principal.

Je voudrais remercier Christophe de Margerie, qui comme d'habitude nous a parlé d'une façon extrêmement décapante. C'est un homme à la fois éminemment responsable, et qui dit en même temps tout haut et avec beaucoup de talent ce que beaucoup de gens pensent tout bas, et qui rejettent le « politiquement correct ».

Maintenant ce que je vous propose peut-être, c'est que l'on prenne deux ou trois questions ou interventions, pendant que l'on sert le plat. Christophe fera une réponse succincte, comme d'habitude. Ensuite nous terminerons dans l'allégresse ce dîner d'ouverture.

Qui souhaite faire un commentaire ou poser une question ?

Christophe de Margerie, PDG de Total

Have you got a question or comment?

Sergey Karaganov, président du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense

For me, it was absolute common sense. The problem is around us. His words, although they are common sense, are seen as a provocation. Basically, the problem is staying true. I am not sure whether this is a question or a comment. For 25 minutes, you have been telling us the truth, and that is very unusual.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Merci, Sergey. Questions ? Commentaires ? Interventions ? Je vous en prie.

Narendra Taneja, président et fondateur du World Energy Policy Summit

I must compliment you for actually stating the truth. I agree with him that there is no alternative to oil for the next 20 years. Oil is going to remain king for the next 20 to 25 years. What is important, especially for fast-growing economies, such as India and China, is to realise this and at that time to come up with arguments for the whole world. We have got to face the truth - the truth is that there is no alternative to oil and gas for the next 30 or 35 years. We must explain this.

It is not enough that the chief of Total is saying this. Other people also must understand this so that we have realistic solutions available for the entire world in terms of the future. I compliment him on what he has said and I think it is important that we listen more carefully. Thank you.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Merci. Jusqu'ici, je n'entends que des compliments. Autre intervention ? Commentaire ? Je n'entends pas beaucoup. Qui souhaitait intervenir ?

Igor Yurgens, président de l'Institut du Développement Contemporain

Ma question est la suivante : si je comprends bien le thème de votre conversation, de votre allocution était les conditions les plus difficiles pour le business, pour les entrepreneurs, etc. Est-ce que je comprends bien que les conditions en France sont les plus difficiles ?

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Voilà. Je propose, s'il n'y a pas d'autre question pour le moment, que nous prenions le plat. Et entre le plat et le dessert, Christophe de Margerie fera un ultime commentaire synthétique. Merci, et bon appétit.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Pour cette dernière séquence, je vais passer la parole à Giorgio Frasca, et ensuite à Christophe pour conclure.

Il faudrait peut-être un micro, si c'est possible.

Giorgio Frasca, conseiller chez Mediobanca

Merci beaucoup, Thierry de Montbrial. Je vous ai demandé de prendre la parole, seulement pour une chose très simple. Je suis modeste italien, je crois être le seul italien ce soir peut-être ici.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Nous sommes tous italiens.

Giorgio Frasca, conseiller chez Mediobanca

Nous sommes tous italiens, mais ce soir je viens d'apprendre que Silvio Berlusconi veut à nouveau rentrer en politique en Italie. Je ne suis pas un homme politique, je suis un homme d'industrie. Je veux seulement dire une chose, qui à mon avis est très importante.

Le discours qu'a fait Christophe de Margerie, en dépit de la sympathie avec laquelle il a fait son discours, pose un problème très profond et très grave. Dans le monde occidental aujourd'hui, laissons aux pays émergents l'espoir. Il y a aujourd'hui un débat très fort, qui est le suivant : on dit la vérité ou pas ? En dépit de la couleur politique, gauche ou droite, aujourd'hui on a peur de dire exactement comment sont les choses. La vérité aujourd'hui est que l'on doit casser cette peur, on doit dire la vérité, on doit dire les choses. Arrêtons de nous cacher derrière la vérité.

Après quel est le risque ? On cache ses problèmes derrière la vérité en disant qu'il est en train de surgir un problème de populisme. Ce n'est pas vrai du tout, c'est une excuse. Le jour où en Italie nous allons aux élections, je suis sûr qu'aux élections les peuples vont juger, ils vont massacrer les vieux débats.

Monsieur Trichet vous êtes témoin, je vous vois qui dites oui, c'est la vérité. Aujourd'hui on ne doit pas avoir honte de dire, on doit être courageux. Je m'excuse, je suis un petit Italien. J'étais très déçu ce soir qu'il n'y ait pas d'Italiens plus nobles. Peut-être que Monti va venir demain. Je le dis avec beaucoup d'effort et beaucoup de courage, que l'on doit avoir le courage, dans le monde occidental, de dire la vérité. On doit changer l'état d'esprit, autrement nous allons vers les pires des situations. Ce n'est pas parce qu'il y a les (inaudible) que ce sont les seuls qui marchent, cela c'est illusoire.

Moi au moins quand j'étais jeune, j'étais dans le pays émergent, c'est une autre histoire.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Cher Christophe, tu vas avoir le mot de la fin. Et je constate que malgré tous mes efforts, personne ne t'a critiqué.

Christophe de Margerie, PDG de Total

Je voudrais rebondir sur le questionnement de notre ami italien, parce que cela va m'éviter de ne parler que de la France, comme certains voudraient que je le fasse. Je ne voudrais pas faire que du franco-français, parce que le franco-français existe, mais en même temps, il n'est pas plus particulier que cela. Je vais répondre sur Monsieur Berlusconi.

J'ai rencontré Monsieur Berlusconi. Je n'ai aucune sympathie pour Monsieur Berlusconi. Je n'ai pas peur de le dire, et même quand il était en charge. Je ne lui ai pas dit en lui disant... je ne sais pas comment on dit en italien... C'est cela justement la capacité que nous avons aujourd'hui. Ce n'est pas simplement en France, en Italie, en Espagne, en Grèce ou ailleurs.

Par rapport à nos amis des pays dits émergents, on oublie toujours d'ailleurs l'Afrique, qui à mon avis, est le vrai pays émergent. Parce que la Chine, il y en a marre, la Chine a déjà émergé. Qu'elle arrête d'émerger avant de nous couler. Ayons le courage de dire que la Chine est un super-pays, mais qu'ils n'émergent plus.

Par contre, l'Europe existe encore, et c'est vrai que l'on peut accepter d'abord de commencer par nous-mêmes, pour pouvoir expliquer ensuite à nos amis africains ou autres que cela ne marche pas. Parce que si nous, on ne montre pas l'exemple, ce n'est pas la peine de donner des leçons. Parce que moi, j'en ai marre de nos ancêtres les Gaulois. Je l'ai fait, « nos ancêtres les Gaulois », même en Côte d'Ivoire je l'ai fait, avec mes moustaches. Ça marche. Rien du tout, c'est ridicule ! On a quand même le droit aujourd'hui d'accepter de dire qu'effectivement, on n'a plus envie de tout cela.

On a le droit de dire que, moi en tant que Français – pas Italien, mais après tout je suis européen par définition, et même encore plus – Monsieur Berlusconi ne fait pas partie de mes amis. Monsieur Berlusconi n'est pas quelqu'un que je respecte. Maintenant, le jour où il était Président – en l'occurrence Premier ministre – je ne le respectais pas, mais je respectais le Premier ministre. Et cela aussi, c'est important. C'est un peu compliqué ce que je suis en train de dire, mais tant pis. Parce qu'il faut aussi respecter le Premier ministre. Il est élu, il est élu. Et tant qu'il est élu, je le respecterai. Et je ne critiquerai pas Monsieur Berlusconi, Premier ministre élu. Maintenant qu'il n'est plus élu, il peut « aller se faire foutre », comme beaucoup d'autres. C'est cela qui est important, c'est cela la vraie démocratie.

Parce que la démocratie, c'est de respecter le vote de la population. Si la population a élu Monsieur Berlusconi, je n'ai pas le droit de le critiquer, surtout pas en tant que Français. Le jour où il n'est plus élu, tant pis pour lui. Et ce n'est pas du tout agressif.

Simplement pour répondre à la question que l'on m'a posée tout à l'heure, la France, etc. C'est vrai que la France aujourd'hui est dans une période un peu difficile, mais cela arrive à tous les pays. J'espère que l'on va arriver à s'en sortir, parce que je pense que l'on a énormément de choses à développer. Mais je ne vais pas dire que tout va bien, parce que ce n'est pas vrai. Et en même temps, je ne suis ni de droite, ni de gauche. Je l'ai dit plusieurs fois, et ceux qui me connaissent ici savent que je suis le patron de Total, et comme patron de Total je parle à titre personnel : c'est ridicule. Je parle à titre personnel, mais comme patron de Total. De temps en temps, je m'amuse quand même. Mais on ne peut pas à la fois dire quelque chose et son contraire, c'est cela qu'il faut vraiment que l'on arrête.

Ce sera mon dernier message, Thierry, qui a toujours peur, et il a raison. Ce qui est embêtant dans notre système aujourd'hui, c'est l'antagonisme. C'est que pour défendre une idée, on ne veut pas la défendre comme idée, on veut la défendre par rapport à une mauvaise idée d'un autre. C'est quand même incroyable, je n'ai jamais vu cela de ma vie. C'est-à-dire : il a dit une connerie, donc on a raison. On ne peut pas avoir raison tout seul. On ne peut pas non plus dire que l'on dit quelque chose parce qu'on le pense, sans qu'on nous dise : « Qui vous l'a dit ? » Est-ce que c'est Monsieur Poutine ? Est-ce que c'est Monsieur Ouattara ? Est-ce que c'est Monsieur Hollande ? Non. Un patron d'entreprise – et c'est normal – grâce à son expérience, grâce à ses collaborateurs, a la possibilité de penser des choses, et les dire parce qu'il y croit.

Et c'est toujours étonnant que l'on vienne toujours me demander quand je dis quelque chose : « Qui te l'a dit ? » Je trouve cela toujours extraordinaire. Mais j'arrive toujours à trouver qui me l'a dit. Surtout si c'est quelque chose que Trichet n'aime pas, je dis que c'est Trichet. Qui a dit que j'aimais l'inflation ? C'est Trichet. Voilà. Comme cela au moins, je suis sûr qu'il sait que ce n'est pas vrai. Non, tu n'as pas besoin, parce que c'est une connerie.

Mais ce n'est pas cela qui est intéressant. Et vraiment je voudrais terminer là-dessus. Ce n'est pas de savoir comment on fait pour travailler dans des pays difficiles ou pas. Ce n'est pas de savoir si j'ai raison ou pas raison, si je suis riche ou si je ne suis pas riche, s'il faut que je paie 75 % d'impôts ou pas. Parce que tout cela, c'est assez secondaire.

Ce qui est vraiment important, c'est : est-ce que dans un monde difficile aujourd'hui, on a la chance de pouvoir se parler ? Parce que tout est ouvert grâce à l'Internet, grâce à tout. Est-ce que l'on profite de cela pour s'échanger des idées et décider de ce que l'on pense qui est bon ? Ou est-ce que l'on continue à défendre simplement des contradictions, parce que cela nous amuse, ou cela amuse des politiques, des chefs d'entreprise ou d'autres.

J'aimerais bien, parce que l'on m'a dit tout à l'heure : pourquoi il n'y en a pas d'autres qui parlent ? Je le regrette. Il n'y en a pas d'autres qui parlent, parce qu'ils pensent que c'est dangereux, parce qu'ils pensent que ce que je viens de faire ce soir, c'est dangereux. Parce qu'ils pensent qu'effectivement celui qui vient de prendre ma place – c'est normal, il est plus grand que moi, mais ce n'est pas grave – c'est dangereux. Non, ce n'est pas dangereux. Ce qui est le plus dangereux, c'est de ne rien faire, c'est de laisser filer, et de penser que simplement ce n'est pas grave, parce que cela changera après.

C'est peut-être le petit avantage de l'âge, et là je lâche mes tripes. Le petit avantage de l'âge, c'est que justement c'est peut-être le temps de parler, parce que là personne ne pourra le prendre, parce qu'il reste probablement moins de temps. En tout cas, c'est certainement le temps de le faire, et je me battraï à fond là-dessus : on ne peut pas continuer à entendre des gens que l'on aime, que l'on connaît, dire des conneries sans réagir. On ne peut pas accepter que quelqu'un vous dise à la fois : il faut réduire les émissions, mais faire autre chose. On ne peut pas à la fois parler de quelque chose, et ne pas parler d'économie.

Et je rappelle que la vie de la cité – parce que c'est toujours ce qu'on nous rappelle – c'est tout. C'est Politis. Et Politis, cela ne veut pas dire politique. Cela veut dire la vie de la cité, cela veut dire effectivement être élu, mais être élu pour faire quelque chose, et quelque chose qui n'est pas simplement pour être réélu. Moi en tant que patron d'entreprise, je ne travaille pas pour être réélu, de toute façon c'est trop tard. En tout cas vraiment, si j'arrivais à convaincre – même

ici – dix personnes, je n’aurais pas perdu mon temps. Et franchement, il faut que vous continuiez à le faire, parce que nous sommes dans un moment critique de notre monde.

On ne comprend plus ce qui se passe aux Etats-Unis avec les gaz et les huiles non conventionnels. On ne comprend plus ce qui se passe en Chine, en Inde et partout. Et c’est normal, parce que même eux ne le comprennent pas. Nous sommes vraiment à un tournant de l’histoire de notre planète. Le monde traditionnel OCDE n’est plus capable de le gérer. Et s’il pense qu’il va le gérer simplement en contrôlant l’environnement comme étant une source de reste de capacité pour expliquer aux pays émergents que nous, qui avons la chance de savoir ce que c’est que l’environnement et le politiquement correct, et le contrôle de CO₂, avec ça on va contrôler le monde. Je pense que c’est une vaste illusion. En même temps, il faut effectivement faire attention au changement climatique, mais certainement pas en pensant que l’Europe va garder cela pour pouvoir faire quelque chose qui est beaucoup plus important. Faire partie d’un monde dans lequel il y a 7 milliards. Et la France, c’est 65 millions d’habitants, sur 7 milliards, cela fait un peu moins de 1 %, nous consommons 2 % d’énergie primaire. Comme nous avons la chance grâce au nucléaire – ce qui n’est pas un débat – de ramener nos émissions à 1,1 %, on fait donc moins de 1 %. Nous faisons 1 % des émissions, est-ce que c’est avec cela que l’on peut changer le monde ? Même avec nos amis américains, Bill, il va falloir être un peu plus subtils. Et vive les moustachus.

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Merci, Christophe. Evidemment, on pourrait continuer cette discussion très longtemps, nous n’allons pas le faire. En tout cas merci, et ceci prouve qu’il est possible encore une fois, d’exercer de hautes responsabilités et de parler vrai, comme on dit en français.

Je voudrais simplement vous rappeler que Christophe présidera dimanche matin l’atelier consacré au thème de l’énergie et de l’environnement. Cependant que Jean-Claude Trichet ici présent aussi, présidera l’atelier consacré à la finance. Et Lionel Zinsou qui vient d’arriver, celui consacré au risque majeur.

Merci, bonne fin de soirée. Pour ceux qui ont l’intention de dormir ultérieurement, je leur souhaite une bonne nuit. Je voudrais rappeler simplement que demain matin nous voulons vraiment commencer – permettez-moi de le répéter – à 9 heures. Tomorrow morning, we will start at nine o’clock sharp. We have a very busy agenda. Merci, et bonne soirée.